

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

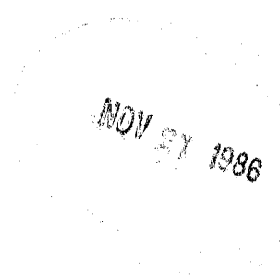
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 143

Loi modifiant la Loi sur les compagnies

Présentation

Présenté par
M. Pierre Fortier
Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation



Éditeur officiel du Québec
1986

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet:

— *de mettre fin à certains problèmes d'interprétation de la Loi sur les compagnies;*

— *de permettre aux administrateurs de déléguer leur pouvoir d'emprunt à certaines personnes;*

— *de modifier les règles du compromis ou de l'arrangement de la partie IA de façon à éviter l'intervention du juge, si les actionnaires concernés approuvent unanimement le compromis ou l'arrangement et, dans ce dernier cas, d'écarter la procédure régulière de modification des statuts;*

— *de modifier les règles de la fusion simplifiée entre une compagnie mère et sa filiale ainsi qu'entre des compagnies filiales d'une même corporation en faisant disparaître, dans certains cas, la nécessité que toutes les actions soient sans valeur nominale;*

— *de permettre, sous certaines conditions, aux compagnies minières constituées en vertu de la Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47), de se continuer sous la partie IA;*

— *de prévoir que, lors de la continuation d'une compagnie, seuls les actionnaires concernés sont tenus d'approuver les changements qui portent atteinte aux droits, conditions, privilèges ou restrictions afférents à leurs actions.*

Projet de loi 143

Loi modifiant la Loi sur les compagnies

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 77 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1, de ce qui suit:

« 1.1. Le règlement peut prévoir que les pouvoirs mentionnés au paragraphe 1 sont exercés, dans la mesure qu'il indique, par un ou plusieurs administrateurs ou officiers désignés par les administrateurs ou par le règlement.

Ce règlement peut aussi prévoir que les pouvoirs ainsi délégués peuvent être modifiés, dans la mesure qu'il indique, au moyen d'un règlement qui est soumis aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 91. ».

2. L'article 89.2 de cette loi est modifié par le remplacement à la première ligne des mots « Sous réserve des » par les mots « À moins de dispositions contraires dans l'acte constitutif ou dans les ».

3. L'article 123.0.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « articles », de « 12, ».

4. L'article 123.66 de cette loi est modifié par le remplacement des troisième et quatrième lignes par ce qui suit: « actionnaire, ou à l'actionnaire de sa corporation mère, ou à une personne pour l'aider à acquérir ses actions, s'il y a des motifs raisonnables de croire ».

5. L'article 123.77 de cette loi est remplacé par ce qui suit:

« **123.77** Sauf disposition contraire des statuts, les actionnaires peuvent, par résolution, destituer un administrateur lors d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Si les détenteurs d'actions d'une catégorie ont le droit exclusif d'élire un administrateur, celui-ci ne peut être destitué que lors d'une assemblée spéciale de ces détenteurs convoquée à cette fin de la même manière qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie ou de toute autre manière prévue par ses statuts ou ses règlements. ».

6. L'article 123.95 de cette loi est modifié par le remplacement, au paragraphe 2°, de la première ligne par ce qui suit:

« 2° à défaut de dispositions qui le permettent dans les statuts, si tous ».

7. L'article 123.103 de cette loi est modifié par le remplacement, au premier alinéa, de la première ligne par ce qui suit:

« **123.103** Sauf dans les cas prévus aux articles 123.102 et 123.107, le ».

8. L'article 123.107 de cette loi est remplacé par ce qui suit:

« **123.107** Les statuts sont modifiés pour confirmer un compromis ou un arrangement.

Malgré l'article 49, l'intervention du juge n'est pas requise si tous les actionnaires concernés visés dans cet article consentent au compromis ou à l'arrangement.

L'article 123.103 ne s'applique pas à une modification visant exclusivement la confirmation d'un compromis ou d'un arrangement.

« **123.107.1** Les administrateurs doivent, dans le cas visé dans l'article 123.107, autoriser l'un d'entre eux à signer les statuts confirmant le compromis ou l'arrangement. ».

9. L'article 123.129 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la deuxième ligne, des mots « , si leurs actions sont sans valeur nominale, »;

2° par le remplacement du paragraphe 4° par ce qui suit:

« 4° les administrateurs de la compagnie issue de la fusion seront ceux de la compagnie mère et ses règlements seront ceux de la

compagnie mère ou ceux que prescrit le conseil d'administration de cette dernière; les règlements ainsi prescrits sont toutefois soumis aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 91. ».

10. L'article 123.130 de cette loi est modifié par le remplacement de la deuxième ligne par ce qui suit: « une même corporation peuvent, si les actions émises de la filiale dont les actions ne sont pas annulées sont sans valeur ».

11. L'article 123.131 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Elle s'applique toutefois aux compagnies constituées en vertu de la Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47) pourvu:

1° qu'elles n'aient aucune action émise à escompte en circulation lors de la continuation;

2° que les actions émises à escompte soient changées en actions sans valeur nominale lors de la continuation et que le capital effectivement versé sur ces actions soit porté au compte de capital émis et payé;

3° que les actions émises à escompte aient été changées en actions sans valeur nominale ou qu'elles aient été converties en actions sans valeur nominale ou échangées contre de telles actions avant la continuation. ».

12. L'article 123.134 de cette loi est modifié, au deuxième alinéa, par le remplacement de la quatrième ligne par ce qui suit: « actionnaires concernés, qu'ils soient ou non habiles à ».

13. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).